

Delphine Gardey

Intime conviction

Spécialiste des questions de genre, l'historienne et sociologue poursuit son exploration du clitoris comme objet social et politique



YANN LEGRAND

PORTRAIT

Lors de notre premier entretien, au printemps 2018, nous l'avions prévenue d'embêlé: nous ne parlerions pas du clitoris, auquel nous réservions un autre article. Delphine Gardey avait écarquillé les yeux: «Ne pas parler du clitoris? Mais alors, comment faire?» Elle n'en était pas moins parvenue, et fort bien, à évoquer un livre, *Les Sciences du désir. La sexualité féminine, de la psychanalyse aux neurosciences* (Le Bord de l'eau, 2018), qu'elle avait codirigé. Mais à lire son dernier ouvrage, *Politique du clitoris* (Textuel, 160 pages, 16,90 euros), on mesure combien l'exercice était difficile.

«Le clitoris est à la mode, et il faut s'en réjouir!», constate-t-elle. Depuis que la Française Odile Fillod a réalisé, en 2016, le premier clitoris «imprimé en 3D à taille réelle» (soit, tout de même, 10 cm de long), et mis le fichier de fabrication en accès libre sur Internet, les reproductions de cet organe exclusivement dédié au plaisir circulent partout. Aux États-Unis, des activistes féministes se le réapproprient, proclamant en être «fières», le dessinent sur les trottoirs. «Quand un objet devient exposable, il acquiert en lui-même une capacité d'agir», observe Delphine Gardey. On ne peut plus vivre comme s'il n'existait pas. Il devient plus difficile d'établir l'identité de la femme sur le rien, l'absence, le manque.»

Aujourd'hui professeure d'histoire contemporaine à l'Institut des études de genre à l'université de Genève (Suisse) qu'elle a dirigé pendant neuf ans, cette historienne et sociologue de 52 ans ne s'est pas toujours intéressée à la manière dont les savoirs et les pratiques médicales façonnent et définissent l'expérience intime des femmes. En revanche, elle s'est toujours sentie féministe. Comme une évidence.

Delphine Gardey grandit dans le Grenoble de l'après-Mai 68, avec ses maisons de quartier et ses militants de la deuxième gauche. Son père est ouvrier, sa mère secrétaire puis

femme au foyer. «Mon environnement familial était très favorable à l'affirmation de ma sœur et de moi-même en tant que filles. Mais à l'extérieur, je rencontrais beaucoup de rappels à l'ordre. La domination des garçons dans l'espace d'une cour de récréation m'a toujours choquée.» La lecture précoce de Simone de Beauvoir fait le reste. «Enfant, poursuit-elle, je trouvais que les adultes, la plupart du temps, ne valaient pas le coup. Je ressentais leur médiocrité comme une injustice, mais je me disais: "Je ne les écoute pas. Ils ont tort et je ferai ce que je veux faire."» A l'entendre raconter comment elle a défini son sujet de thèse, menée sous la direction de Michelle Perrot, on se dit qu'elle n'a pas trop mal réussi.

Michelle Perrot, pionnière de l'histoire des femmes, des grèves ouvrières et du monde du travail, rencontre la jeune femme sur les bancs de Jussieu. L'enseignante de Paris-VII lui propose, comme sujet d'étude, le métier de secrétaire. La profession de sa mère la rattrape – «Ce n'est qu'après-coup que j'ai fait le rapprochement!», et la voilà partie pour une thèse sur l'histoire, plus large, des employés de bureau. Car Delphine Gardey, comme elle se l'est promis, n'en fait qu'à sa tête. «Je ne voulais pas travailler seulement sur la secrétaire: je voulais faire la thèse générale et universelle du savoir sur l'histoire des employés de bureau, en regardant comment cette histoire, partie d'un monde masculin, devient un monde féminin», précise-t-elle. Elle comprendra plus tard qu'elle a fait une thèse constructiviste. Soute-

nue en 1995, elle sera publiée ultérieurement sous le titre *La Dactylographe et l'Expéditionnaire. Histoire des employés de bureau (1890-1930)* (Belin, 2001).

Mais à l'époque de la publication, la jeune chercheuse est déjà ailleurs. Accueillie au Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques de la Cité des sciences et de l'industrie, alors dirigé par l'historien des sciences Dominique Pestre, elle y restera onze ans. Passionnée par le «trouble dans le genre» – notion empruntée à la philosophe américaine Judith Butler –, elle découvre qu'une analyse critique peut être portée sur ce qui est donné comme naturel dans le domaine de la maternité, du corps féminin, de l'éducation des filles. Avec ses complices de recherche – toutes des femmes –, elle traduit des textes américains fondateurs sur la critique des sciences et techniques en tant qu'institution, en tant que pratique, en tant qu'espace de production de savoirs et de normes.

Courant d'air frais

Sensuivent deux ouvrages, publiés aux éditions des Archives contemporaines – *L'invention du naturel* (avec Ilana Löwy, 2000) et *L'Engendrement des choses. Des hommes, des femmes et des techniques* (avec Danielle Chabaud-Rychter, 2002). «Nous formions aussi des étudiants, avec l'objectif de leur donner à la fois les outils d'une approche critique des sciences et une sensibilité féministe, mais cela n'intéressait pas grand monde! se souvient-elle. Il y a vingt ans, Judith Butler n'était pratiquement pas lue en France, le mot «genre» était très peu employé, et le questionnement de l'historicité du corps, la façon dont les savoirs et les pratiques médicales le façonnent et le transforment, était très difficile à faire passer.» Il fallut attendre l'émergence des mouvements lesbiens, gays et queer pour que de jeunes chercheurs et chercheuses francophones s'emparent de ces questions – Delphine Gardey, en bonne passeuse de savoirs, les cite d'ailleurs

abondamment dans ses deux derniers ouvrages.

Pourquoi a-t-elle choisi, au tournant des années 2010, de devenir professeure à Genève? «En France, l'institution des sciences et des techniques reste très contraignante, que ce soit pour les parcours, les programmes ou les questions que l'on peut explorer, répond-elle, prenant pour exemple les «réserves» émises par l'Académie de médecine, le 21 septembre, sur la PMA pour toutes. En Suisse comme en Belgique, la liberté de pensée est plus large.» Un courant d'air frais qui l'autorise, en 2015, à publier *Le Linge du Palais-Bourbon. Corps, matérialité et genre du politique à l'ère démocratique* (Le Bord de l'eau), une réflexion inédite sur les rouages intimes de l'administration de l'Assemblée nationale, avant de s'atteler, avec la sociologue Marilène Vuille, à la codirection des *Sciences du désir. La sexualité féminine, de la psychanalyse aux neurosciences*.

De ce gros ouvrage collectif qui explore les discours savants sur la sexualité féminine, leurs contradictions, les contextes socio-politiques dans lesquels ils s'inscrivent, *Politique du clitoris* est en quelque sorte la prolongation – en version courte, grand public et rédigée en solo.

«L'idée était d'ouvrir le sujet «clitoris» comme on ouvrirait un oignon pour voir tout ce qu'il engage: dans le passé, le présent et peut-être le futur, en Occident comme en Orient», résume Delphine Gardey. On y (re) découvre que la clitoridectomie a été pratiquée en Occident jusqu'à l'époque contemporaine. On y mesure combien les grands savants des Lumières ont contribué à inventer l'hypersexualité des Africaines, insistant sur leur ardeur et sur l'exubérance de leur anatomie.

On y entend, enfin, l'auteure s'interroger à voix haute sur la manière dont une chercheuse occidentale peut se permettre, ou non, de critiquer la pratique de l'excision. «Nous devons croire, et je veux croire, de l'émergence de normes du droit, de l'égalité et de l'émancipation, précise-t-elle. Mais qui sommes-nous pour juger du sens, de la structure, de l'organisation sociale et culturelle de sociétés que nous définissons dans un rejet de la différence, dans l'infériorité?» Cette réflexion constitue la partie la plus passionnante de l'ouvrage. Celle, aussi, qui lui a «donné le plus de mal» – et cette honnêteté intellectuelle n'est pas le moindre de ses mérites. ■

CATHERINE VINCENT

«L'IDÉE ÉTAIT D'OUVRIRE LE SUJET "CLITORIS" COMME ON OUVRIerait UN OIGNON»

DELPHINE GARDEY

La « troisième voie syndicale » de la CFE-CGC

ÉTRANGE CONGRÈS OÙ À AUCUN MOMENT IL N'A ÉTÉ QUESTION DE LA RÉFORME DES RETRAITES, ALORS QUE M. HOMMERIL, LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION RÉÉLU LE 9 OCTOBRE, EST VENT DEBOUT CONTRE LE PROJET

Sa méthode d'organisation des votes, rapide et efficace, mériterait d'être brevetée. Grand maître des compteurs et président des assemblées confédérales, Roger Gruszka a mené d'une main de maître l'adoption des résolutions, jeudi 10 octobre, lors du second et dernier jour du 37^e congrès de la Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres (CFE-CGC), à Deauville (Calvados). Trente-six résolutions sur le statut de l'encadrement, la qualité de vie au travail (QVT), la dénonciation de l'«impasse de la gestion par les coûts» – un thème cher au président de la centrale, François Hommeril – et les principes de gouvernance de l'entreprise de demain, ont été adoptés au pas de charge en un temps record. A chaque fois, M. Gruszka a fait entendre le même refrain, donnant juste le temps aux délégués de se précipiter sur leur boîtier électronique: «Ouvre le scrutin, il reste deux secondes et je clos le scrutin.»

Il n'y a eu ni véritable débat ni profusion d'amendements, ceux-ci étant pour la plupart acceptés par la direction. A une seule exception: la fédération des énergies a proposé d'étudier un «crédit d'impôt santé, sécurité et QVT». Les délégués l'ont adopté à une majorité de 60,43% contre l'avis de l'exécutif. Pas moins de dix résolutions ont concerné «les principes de gouvernance dans l'entreprise de demain», un thème qui avait déjà nourri les travaux de l'«université d'automne» que la CFE-CGC avait organisé un an plus tôt jour pour jour, déjà à

Deauville. La centrale des cadres entend «exiger que soit reconnue la notion d'entreprise comme un collectif comportant deux parties constituantes fondamentales et indissociables: les actionnaires et les salariés, tout en affirmant que les premiers ne peuvent être privilégiés aux dépens des seconds ou de l'équilibre de l'entreprise.»

Discours radical

Déçue par la loi Pacte (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) qui n'a que légèrement accru la présence des salariés dans les conseils de surveillance, elle a préconisé la rédaction d'un «code de gouvernement d'entreprise» et affirmé que les actionnaires et les salariés doivent être «représentés de façon juste et équilibrée au sein des instances de gouvernance des entreprises». Toutes ces résolutions ont été approuvées avec des scores oscillant entre 88,63% et 98,65%. «C'est toujours à la soviétique», commentait sobrement M. Gruszka.

Fidèle à sa réputation de trublion qui déteste qu'on «lui beurre ses tartines», M. Hommeril, réélu le 9 octobre pour un second mandat avec 91,78% des suffrages, a tenu un discours radical, plutôt marqué à gauche. Il a égrené une série de soubresauts: «Des services publics au bord du chaos», «une société où la solidarité se déconstruit et où seule compte la réalité du chiffre même quand il n'a aucun sens», «Depuis deux décennies, a lancé l'ingénieur géologue, la gestion par les coûts a masqué le

déficit de stratégie des décideurs.» Il a critiqué «la recherche brutale et vulgaire du profit à court terme». «Nous sommes là pour que les choses changent, a martelé M. Hommeril, car nous ne croyons pas à l'absence d'alternatives.» «Depuis plus de vingt ans, a-t-il ajouté, les gouvernements ont failli. Ils nous ont abandonnés à un capitalisme devenu fou. Nous voulons être respectés, et pour cela nous devons être forts.»

Lors de son congrès, la CFE-CGC qui a renoncé depuis 2010 à inviter le ministre du travail ou le premier ministre – comme naguère Jacques Chirac, Michel Rocard ou Jean-Pierre Raffarin – a affiché sa bonne santé. Avec 148 000 adhérents «comptables» revendiqués, soit une progression de 2% par an, et de très bons résultats électoraux, présentés dans un montage vidéo sous forme de feu d'artifice, elle entend jouer dans la cour des grands.

Dans ce contexte, Philippe Martínez, qui a été ovationné lors de sa brève visite, a fait figure d'invité d'honneur, soulignant le rapprochement entre les deux organisations. C'était la première fois depuis Bernard Thibault en 1999 qu'un secrétaire général de la CGT effectuait un tel geste. En comparaison, la discrète venue de Pierre-André Lambert, conseiller social du président de la République a presque paru clandestine.

Seule ombre au tableau, l'absence de mixité. Dirigée par un trio exclusivement masculin, l'organisation progresse sur la parité à tout petits pas. Pour les secrétaires nationaux, dans l'équipe sortante il n'y avait

qu'une seule femme sur huit membres. Dans celle élue à Deauville, il y a quatre femmes et quatre hommes. Mais pour les délégués nationaux qui jusqu'au 37^e congrès comptaient huit femmes sur dix-neuf, on a assisté à une marche arrière avec seulement quatre femmes sur vingt postes.

Absence de débats

Dans son bref discours de clôture, jeudi soir, M. Hommeril a livré son rêve: «Ensemble nous écrivons une histoire, l'histoire d'une troisième voie syndicale [entre les contestataires et les réformistes]: contester parfois, construire souvent, proposer toujours.» Et, a-t-il poursuivi, avec des accents lyriques: «Il y a plus d'intelligence, il y a plus d'expérience, il y a plus de vérité dans notre assemblée que dans tous les comités de direction de nos entreprises, dans toutes les directions centrales administratives et dans tous les gouvernements présents, passés et à venir.»

Etrange congrès où à aucun moment il n'a été question de la réforme des retraites, alors que M. Hommeril, qui doit être reçu prochainement par Emmanuel Macron, est vent debout contre le projet. Etrange congrès caractérisé par une absence de débats. Mais «on est tous d'accord», plaisante en souriant le président de la CFE-CGC qui rappelle que l'«université d'automne» de 2018 a permis à la centrale de mettre à jour son programme et d'adapter ses valeurs» à un monde qui change. Vite. ■

MICHEL NOBLECOURT